

L'étude des problèmes bananiers au sein de la F.A.O.

par **R. M. CADILLAT**

Institut Français de Recherches Fruitières Outre-mer.

La première réunion du Groupe d'Études F. A. O. sur la Banane s'est tenue à Rome du 28 mars au 1^{er} avril 1966.

Ce groupe a été créé à l'unanimité par le Comité des Produits, lors de la 38^e session (Rome, juin 1965) au cours de la 44^e session du Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (F. A. O.).

Cette décision a été prise après l'examen du rapport de la réunion spéciale concernant la banane, qui avait été organisée à Guayaquil en Équateur en octobre-novembre 1964, et en fonction de la résolution n° 46/57 (9^e session) posant les principes des règles constitutives des organes de la F. A. O. et de l'article XXIX du Règlement général.

L'intérêt que présente le problème bananier, dont la réunion de Guayaquil avait fait ressortir l'importance, n'a fait que se confirmer lors de la réunion de Rome. Une quarantaine de pays étaient représentés, soit par une nombreuse délégation, soit par leurs ambassadeurs à Rome, ou leur délégué permanent auprès de la F. A. O. ; avec les représentants de plusieurs organisations internationales pour la Communauté Économique Européenne, la Banque Internationale pour la reconstruction et le développement, le G. A. T. T., en tout plus d'une centaine de délégués suivirent avec assiduité les travaux.

La session a été ouverte par le sous-directeur général de la F. A. O., chef du Département des questions économiques et sociales. M. Mekki Abbas, montrant tout l'intérêt que la direction générale de la F. A. O. porte aux travaux de ce groupe, qui portaient sur les problèmes de production, de commerce, la nécessité de statistiques sûres pour suivre l'évolution et la conjoncture des débouchés de cette production, primordiales pour la vie économique de nombreux pays, et sur l'importance grandissante du facteur qualité.

Son excellence M. José ARAY MARIN, ministre de l'Agriculture de l'Équateur fut élu président, avec comme vice-présidents, MM. V. de ASARTA du Comité italien de la F. A. O. et C. ANDRIANT-SITCHAINA, chef du Cabinet du Ministre de l'Agriculture de Madagascar.

La première séance fut consacrée à l'adoption du règlement intérieur et à la création d'un Groupe de Travail pour l'étude des statistiques, présidé par M'KAMENI, directeur général de l'Office Camerounais de la Banane chargé de présenter au groupe d'études un rapport sur ce problème.

Les séances de travail furent consacrées à l'étude approfondie et aux discussions des documents établis et préparés par la division des Produits, section Fruits, Légumes et Tabac.

Ceux-ci constituaient une documentation remarquable et précise sur la situation et les perspectives à savoir :

— Situation et perspectives du Marché de la Banane depuis 1964 (CCP 66/2), montrant la forte progression du Commerce mondial en 1965 et la répercussion sur les prix. Situation en extension aux États-Unis, en Europe occidentale, en France avec des prix stables ; en République fédérale d'Allemagne avec des importations record, mais avec une forte fluctuation des prix ; vive concurrence entre exportateurs en 1965 ; marché japonais.

— Faits nouveaux intéressant les politiques d'importations et l'organisation de certains marchés (Italie, France, Royaume-Uni, marché allemand) (document CCP/66/3).

Politiques et programmes nationaux de production et de commercialisation (rôle des Gouvernements). Organisation de la production et de la commercialisation. Structure des coûts et de la concurrence, Objectifs d'exportation et possibilités de réalisation pour les pays suivants : Colombie, Équateur, Panama, Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, République dominicaine, les pays fournisseurs des marchés britanniques et français, la Somalie, le Congo et les pays d'Extrême-Orient (Formose, Pakistan, Philippines et Thaïlande) (document CCP/66/4).

— Perspectives du Commerce Mondial des Bananes vers 1970, indiquant qu'une baisse de prix du détail pourrait fort bien se trouver amplifiée au niveau de l'exportateur et des producteurs dans la mesure où les coûts sont moins élastiques aux derniers stades de la distribution. Mais d'autres facteurs

que les prix tendront à faire augmenter la consommation. La projection faite donne, pour 1970, des disponibilités exportables dans le monde de 6 829 000 t pour des projections d'importations de 5 978 000 t, dans l'hypothèse des prix constants, de 6 305 000 t dans le cas d'une baisse de prix de 10 % et de 6 734 000 t dans l'hypothèse d'une baisse de 20 % (document CCP/66/5).

— Commerce mondial de la banane : courants d'échanges et blocs commerciaux, montrant la complexité de la structure du marché de la banane, l'importance de la dynamique des échanges, la « raffinement » du processus de Commercialisation (document CCP/66/6).

Au cours de ces travaux des représentants des pays, tant exportateurs qu'importateurs, fournissent des renseignements complémentaires complétant cette intéressante documentation de base.

Le Comité de rédaction constitué par le Groupe, sous la présidence de M. A. Seïté, chef de la Délégation française, prépara avec un délégué de chacun des pays suivants : Cameroun, Colombie, Équateur, France, République fédérale d'Allemagne, Italie, Madagascar, Thaïlande, Royaume Uni et les États-Unis d'Amérique, le projet du rapport final des travaux du Groupe.

Celui-ci soumis à l'approbation des délégués en Assemblée plénière, a été le suivant :

Le groupe s'accorde à reconnaître que :

I. Le commerce international des bananes s'est accru en 1965. Cette augmentation a été particulièrement sensible en Europe occidentale et la consommation par habitant a encore progressé dans la plupart des pays importateurs.

II. Un certain nombre de facteurs ont contribué à cette augmentation. Parmi ces facteurs, il convient de noter d'une part les progrès rapides de l'emballage en caisses dans la plupart des pays exportateurs, et d'autre part, l'apparition sur le marché de nouvelles variétés.

III. Parmi les autres facteurs on peut citer, outre l'accroissement démographique, une nouvelle augmentation des revenus et des dépenses de consommation dans les pays importateurs, qui a créé un climat favorable au développement de la consommation. Il faut noter également l'amélioration de l'organisation de la distribution, partiellement liée à l'introduction de l'emballage en caisses. En Italie, une libéralisation considérable des importations a ouvert des débouchés plus importants à un grand nombre de pays exportateurs.

IV. Les prix se sont montrés extrêmement sensibles aux modifications de l'offre. Bien que les données pour 1965 soient encore incomplètes, les renseignements dont on dispose concernant certains des principaux pays importateurs indiquent que les prix moyens « livré à terre » en 1965 ont été inférieurs à ceux de l'année précédente. Toutefois, la portée réelle de la baisse a été partiellement neutralisée par les effets des emballages en caisse, grâce auxquels les acheteurs obtiennent, pour une dépense donnée, une proportion plus importante de fruits comestibles.

En ce qui concerne les perspectives immédiates, le Groupe d'étude convient que ce sont essentiellement les mêmes facteurs exerçant leur action sur l'offre et la demande en 1965 qui devraient continuer à se manifester en 1966. Un recul sera enregistré sans aucun doute dans certains secteurs, mais on peut quand même s'attendre à ce que la production et les disponibilités exportables augmentent. Un nouvel accroissement des importations est également probable, mais ne sera peut-être pas aussi marqué que l'année précédente.

ACCÈS AUX MARCHÉS ET FAITS NOUVEAUX INTÉRESSANT LES POLITIQUES D'IMPORTATION

Des débats approfondis ont eu lieu sur le point IV. 2 de l'ordre du jour, avec la participation de presque toutes les délégations des pays importateurs et exportateurs. Le Groupe a approuvé l'exposé des faits présentés par le Sectérariat dans les documents CCP/BA/66/3 et 66/6, mais un certain nombre d'orateurs ont fait quelques suggestions de détail.

Une certaine divergence de vues s'est fait jour sur la question de l'accès aux marchés et de l'organisation des marchés d'importation. Les délégués de certains pays importateurs qui limitent quantitativement les importations et accordent des préférences tarifaires ou autres à certaines régions ont déclaré que ces politiques visaient à assurer la régularité de l'offre à des prix rémunérateurs pour les producteurs et équitables pour les consommateurs. Ils ont souligné que l'organisation des marchés de leurs pays favorisait une expansion continue souvent importante de la consommation par habitant et l'accroissement des revenus des producteurs comme la preuve en a été donnée au cours des

dernières années. Le contrôle quantitatif des importations vise d'après eux à assurer toute l'année une offre correspondant à la demande. Les délégués des pays importateurs à marché régularisé ont également fait observer qu'il y avait d'autres moyens de stimuler la consommation que la baisse des prix ; on peut notamment améliorer la présentation des produits et assurer une distribution plus efficace.

Les délégués des pays exportateurs qui fournissent ces marchés ont confirmé ces vues et souligné que ce système permet à leur pays de tabler sur des recettes en devises assurées, et à leurs agriculteurs d'obtenir des prix justes et rémunérateurs. La possibilité de développer des cultures d'exportation de rechange est limitée et, dans bien des cas, certains facteurs physiques et sociaux empêchent leurs pays de concurrencer la production à grande échelle de l'Amérique latine.

Les délégués des pays latino-américains exportateurs ont estimé que la consommation s'est surtout accrue, si l'on se réfère à une longue période, dans les pays où les conditions d'accès aux marchés sont libérales, et où les consommateurs bénéficient d'une compétition active entre les divers fournisseurs. Les fluctuations des prix causent parfois de graves problèmes aux pays exportateurs, mais des prix plus bas favorisent l'expansion de la consommation et aboutissent à une demande permanente beaucoup plus large. Cette dernière se maintient dans une grande mesure à ce niveau, même lorsque les prix augmentent du fait de l'évolution de l'offre ; c'est elle également qui constitue l'élément moteur d'une expansion permanente de la consommation, qui a mis la banane au premier rang du commerce des fruits. D'après eux, toutes les barrières commerciales qui élèvent les prix à la consommation et sont discriminatoires à l'égard de producteurs (notamment contrôles quantitatifs, droits de douane, taxes à la distribution, etc.) font obstacle à l'accroissement de la consommation ; ces délégués sont convaincus que la suppression de ces barrières serait à la longue profitable à tous les pays producteurs. Ces mêmes pays ont insisté sur les difficultés économiques et financières que leur cause l'existence d'obstacles commerciaux.

Cette opinion a été appuyée par les délégués de certains pays importateurs, particulièrement, qui ont décidé de laisser le marché libre ou souhaitent que l'accès à tous les marchés se fasse librement et sans aucune discrimination. Ces délégués ont constaté que ce sont les pays où ces restrictions n'existent pas qui ont enregistré la plus forte consommation par habitant. En outre, celle-ci a progressé tout particulièrement dans les pays qui ont progressivement réduit les restrictions à l'importation. Les pays qui ont suivi une politique de réglementation en 1965 ont vu leur production augmenter.

Les délégués d'Amérique latine se sont déclarés particulièrement inquiets des répercussions défavorables de l'imposition totale du tarif extérieur comme ils risquent de l'avoir sur leurs exportations destination de la Communauté économique européenne ; ils ont exprimé l'espoir que la C. E. E. puisse être en mesure de supprimer ce tarif. A cet égard, un porte-parole de la C. E. E. a précisé que la Communauté a engagé la Négociation Kennedy au GATT et qu'en conséquence les pays producteurs devraient attendre le résultat de ces négociations. Toutefois, il a assuré les représentants des pays producteurs que les problèmes posés par les produits tropicaux recevaient de la part des autorités de la Communauté une attention soutenue.

Les membres du Groupe reconnaissent que le libre échange de vues auquel ils ont procédé sur ce point de l'ordre du jour a été utile et a contribué à mieux faire comprendre les différentes opinions. Le Secrétariat est prié de suivre l'évolution de la situation, de manière à pouvoir préparer des études à jour en prévision des réunions futures.

Quelques légères modifications furent apportées à ce projet reflétant les deux tendances qui, comme à Guayaquil, se trouvaient en présence : celle du libéralisme total du Commerce pour le développement de la consommation et celle de l'organisation des marchés comme ceux nationaux d'Espagne et de France. Tous les délégués étaient bien d'accord de la nécessité de l'aspect économique et social et du relèvement du standard de vie des pays producteurs.

Le Groupe décida qu'il serait opportun que la prochaine session se tienne dans un délai assez rapproché, compte tenu des obligations du programme de Travail de la F. A. O. Pour l'année à venir, le lieu où se tiendrait celle-ci ne pouvait encore être fixée. Deux pays membres : l'Espagne et Madagascar, firent connaître qu'ils s'offraient à accueillir ce Groupe de Travail.

